

Essai d'identification de facteurs affectant le développement agricole de Mondongo (Zaïre)

I Bombembu*

Résumé

Une enquête micro-agro-économique par sondage auprès des cultivateurs de Mondongo au Zaïre a permis d'identifier les principaux facteurs qui affectent le développement agricole et révèle, d'une part que le milieu dans lequel travaille le paysan lui impose certaines méthodes culturales et limite les superficies cultivées et, d'autre part que les impératifs du développement agricole ne sont pas encore réunis dans la localité étudiée.

Summary

An in depth micro-agri-economic enquiry among cultivators within Mondongo in Zaire has permitted the identification of the principal factors which affect agricultural development and revealed the environment within which the peasant farmer works, which imposes to him certain cultural methods and limits the cultivated areas, and also what imperatives of agricultural development are not yet present in the village.

1. Introduction

Le Zaïre connaît de graves problèmes alimentaires face auxquels il serait sage d'accorder la priorité aux cultures vivrières.

Mais le développement des cultures vivrières ou de rente dépend d'un certain nombre de facteurs d'ordre climatique, technique, économique et psychosociologique que nous nous sommes efforcés d'identifier dans le cas des cultures vivrières du village Mondongo.

2. Matériel et méthode

2.1. Milieu

L'enquête a été réalisée au village Mondongo (20° à 22° Longitude Est et 2° à 3° Latitude Nord. (2), de mars à juin 1986, dans une région climatique de transition équato-tropicale ou subéquatoriale du type Am de Köppen (11), caractérisée par un régime pluvial toute l'année avec deux saisons distinctes une grande saison de pluie allant de mi-juillet à mi-no-

vembre et une petite de mi-mars à mi-juin, tandis qu'une grande saison sèche commence en mi-novembre pour se terminer en mi-mars, la petite saison sèche va de mi-juin à mi-juillet. Les précipitations atmosphériques varient de 1.800 à 2.000 mm et la température moyenne oscille entre 20° C et 30° C. (5)

On y rencontre deux saisons culturales : la saison (A) va de mi-novembre à juillet et la saison (B) débute en juin pour se terminer en mi-novembre. Nous reproduisons à la figure 1 la carte pour localiser l'endroit de notre enquête.

2.2. Matériel et moyens d'enquête

Le matériel d'enquête était constitué d'une liste des planteurs sélectionnés pour l'enquête, d'un cahier pour les notes et calculs, des rapports de l'agronome de Zone de Lisala, d'un questionnaire pour la collecte des renseignements et d'une chaîne d'arpenteur de 20 m de long.

La méthode de sondage (1, 9) a été choisie et à certaines occasions des questions dites "ouvertes" ont été utilisées (8, 10). L'échantillon tiré au hasard comprend 16 cultivateurs (n = 16) sur un total de 80.

3. Résultats et discussion

3.1. Facteur climatique

L'augmentation de la production agricole est largement tributaire du respect du calendrier agricole. A Mondongo, les travaux pré-cultureux commencent au début de la saison sèche, c'est-à-dire en mi-novembre pour se terminer à la fin de celle-ci, c'est-à-dire en mars. Le semis et le bouturage commencent à la mi-mars et la récolte a lieu en juillet pour le riz de montagne et le maïs et vers décembre pour le manioc.

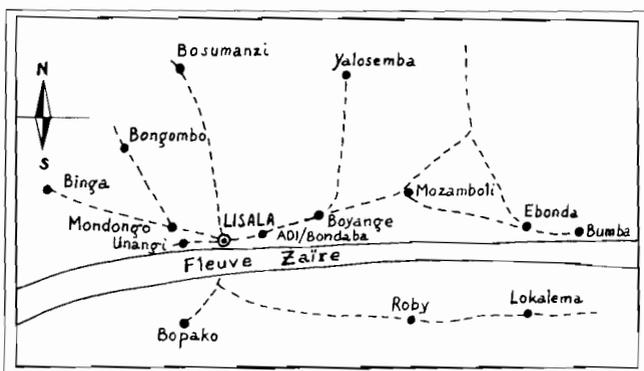


Figure 1. Localisation du lieu de l'enquête. Source (5)

L'enquête révèle par contre que les cultivateurs de ce milieu n'observent pas avec rigueur ledit calendrier. Les deux raisons principales avancées sont les suivantes : (1) exécution des travaux d'intérêt général en pleine campagne. En effet, les travaux comme l'entretien et la réparation des ponts, l'entretien des routes de desserte ne s'effectuent que durant la période sèche, donc tout au long de la période des travaux pré-cultureux. Les cultivateurs y sont de temps à autre mobilisés et cette mobilisation empêche souvent les cultivateurs d'exécuter à temps et dans l'ordre voulu les activités agricoles (2) décalage du semis de riz pluvial. Le riz de montagne, culture imposée, vient toujours en tête de rotation, c'est-à-dire en mi-mars et la récolte a lieu fin juillet. Or en mi-mars, les oiseaux affamés déterrent les semences et en juin (période d'épiaison), ils détruisent les récoltes. Pour bien protéger le semis et garantir la récolte, les paysans préfèrent semer en mai, période pendant laquelle les oiseaux peuvent se nourrir des chenilles, et récolter fin août.

3.2. Facteur technique

Encadrés dans le passé, abandonnés à eux-mêmes actuellement, les cultivateurs reconnaissent que la délimitation des superficies agricoles totales est une affaire propre au paysan. En effet, le moniteur agricole qui devait encadrer les paysans et qui transmet son rapport à l'agronome de Zone, se limite tout simplement à recenser le nombre de cultivateurs adultes et valides et se contente d'attribuer à chacun d'eux une superficie totale de 1 ha. L'enquête révèle par contre que la moyenne par paysan des superficies agricoles totales est de 71 ares. Les deux moyennes de superficie ne sont pas à comparer. Ceci nous aide tout simplement à soutenir une théorie selon laquelle une des causes d'échecs de planification dans les pays en voie de développement réside dans les statistiques erronées récoltées par certains agents administratifs incompetents ou non qualifiés (12). Les travaux pré-cultureux se font à la machette, à la hâche, à la houe et à la lime.

La technique de semis du maïs consiste à enterrer à 3 cm, 2 à 3 grains par poquet écarté de 1 m x 1 m environ dans le cas d'une association de cultures avec le manioc, ou à adopter un écartement semi-serré dans une culture pure; celle du riz pluvial se fait par la méthode de deux doigts permettant d'enterrer 7 à 9 grains par poquet et a lieu tardivement. Les semences de riz achetées au Projet pour le Développement Intégral (P.D.I.)-Mondongo sont moins utilisées vu le coût élevé de Z. 5,00 (\$0,1) par kg et une perte de pouvoir germinatif constatée souvent aux dites semences.

Les paysans se montrent impuissants face aux attaques d'insectes, bactéries, virus et oiseaux car ne possédant pas de notion d'entomologie et de phytopathologie, n'ayant pas de produits phytosanitaires pour combattre ces ennemis et surtout n'étant pas encadrés.

Le manioc, aliment de base, se multiplie par bouture et se consomme sous la forme de chikwanges. Les

boutures d'environ cinq nœuds sont enfoncées obliquement ou verticalement dans des trous distants de 1 m x 1 m aménagés entre le riz pluvial.

Bref, les paysans de Mondongo pratiquent l'association des cultures et effectuent mal les opérations de sarclage et d'entretien. Ces opérations mal effectuées sont à la base d'un faible rendement suite à la concurrence au niveau de racines entre les cultures vivrières et les plantes adventives. La récolte est organisée de façon individuelle, les paysans se référant à certaines indications de maturité : dessèchement de barbes de maïs par exemple, et est fonction du cycle végétatif; maïs et riz pluvial : plus ou moins quatre mois; manioc : plus ou moins douze mois. La production moyenne par cultivateur pour la campagne 1984/1985 a été de 420 kg de riz, 240 kg de maïs et 2,5 tonnes de manioc, ce qui ne peut-être considéré comme une performance, étant donné que pour la même période et dans les conditions presque semblables, les paysans de Bongombo ont, suivant les relevés statistiques de la rizerie de Mondongo, atteint 720 kg de riz. L'une des causes non moins importante de cette situation réside dans le système de récolte individuelle qui fait que beaucoup de la production se perd au niveau des champs, alors qu'à Bongombo, ils s'organisent souvent en un système appelé "likelemba" où tour à tour, un groupe d'hommes et de femmes récoltent un champ entier en un ou deux jours.

Le conditionnement du maïs ne pose pas de problèmes. Les paysans se plaignent du conditionnement du paddy avec battage à la main et piétinement, et trouvent le conditionnement du manioc normal, bien que long, car entrant dans leur régime alimentaire.

3.3. Facteur économique

L'appréciation des résultats de l'exploitation est fonction du bien-être qu'elle procure à l'exploitant (6). A Mondongo, le paddy trouve un débouché sûr : la rizerie du P.D.I., les autres produits étant commercialisés deci, delà, parfois à plus de 17 km de la localité. Les conditions de transport de ces produits sont difficiles : à dos d'hommes, sur la tête ou par bicyclettes. L'état des routes est parfois déplorable, surtout en périodes pluvieuses et les pistes sont défectueuses.

Le niveau des prix aux producteurs durant la campagne 1984/1985 a été le suivant : 3 chikwanges revenaient à Z. 5,00 (\$0,1); 1 kg de maïs valait Z. 5,00 (\$0,1) et 1 kg de paddy coûtait Z. 3,50 (\$0,07). Ces prix peu rémunérateurs découragent les paysans et ne les incitent pas à produire davantage.

Le niveau des prix aux consommateurs était pour la même période : 3 chikwanges à Z. 10,00 (\$0,2) aux marchés de Mbonzo et d'Umangi, 1 kg de maïs à Z. 6,00 (\$0,12) à Lisala et 1 kg de paddy à Z. 5,00 (\$0,1) à Mondongo même. Les paysans de Mondongo pourraient augmenter leurs recettes et leurs productions agricoles s'ils arrivaient à supprimer les intermédiaires inutiles.

3.4. Facteur psycho-sociologique

Les stimulants d'ordre économique qui incitent les paysans à accroître leurs productions agricoles sont : prix rémunérateurs, achat régulier et à temps des produits agricoles, primes à la production par l'état et présence sur les marchés locaux des biens manufacturés. A Mondongo les prix des produits agricoles sont moins rémunérateurs; l'achat des produits agricoles est régulier avec toutefois des petits retards de règlement pour le riz; les primes à la production par l'Etat sont inexistantes en dehors de celles accordées par le P.D.I. en fonction du nombre de sacs de paddy récoltés et s'il y a présence d'un magasin de Scibe-Zaïre et des boutiques, certains produits y sont rares.

L'encadrement rural est nécessaire pour amener les villageois à modifier leurs comportements dans les domaines social, économique et technique etc. et à adopter librement les innovations qui leur sont présentées dans le but d'augmenter leurs productions agricoles, et partant leurs revenus. A Mondongo, cet encadrement par le service de l'agriculture est quasi-inexistant. Bien que le Département de tutelle ait prévu dans son programme un agent de vulgarisation du niveau A2 pour 700 familles, en 1985 (4) la collectivité dont fait partie intégrante Mondongo n'en compte pas un seul.

Au Zaïre, le crédit à la production n'est octroyé le plus souvent qu'au secteur agro-industriel. A Mondongo, les paysans n'ont d'autres sources de capitaux nécessaires à l'investissement de leurs exploitations que la pratique de "likelemba", un système de solidarité collective où tour à tour, les adhérents collectent de l'argent pour le mettre à la disposition d'un membre.

Dans le temps, les paysans de Mondongo étaient regroupés au sein d'une coopérative agricole : Ndeke-Epate, créée en 1952, agréée par l'arrêté

n° 21/115 du 16 mai 1957 et qui visait l'exploitation du caoutchouc (7). Actuellement, Mondongo fait partie d'une pré-coopérative gestante dénommée : Association des Agriculteurs pour le Développement Intégral (A.S.A.D.I.) qui souffre déjà de plusieurs maux entre autres : la confusion des intérêts des individus responsables d'avec ceux de la coopérative, l'incapacité des dirigeants et la méfiance des membres etc. La place qu'occupe le développement agricole de notre pays dans le plan national est un puissant accélérateur de l'économie globale. L'agriculture paysanne a représenté 11,2% du PIB en 1976 (3), mais les interventions de l'Etat dans ce secteur restent sporadiques et Mondongo n'a bénéficié jusqu'à présent d'aucune de ces interventions.

4. Conclusion

L'enquête micro-agro-économique par sondage menée à Mondongo a permis d'identifier quelques principaux facteurs qui affectent le développement des cultures vivrières dans cette localité.

Elle a permis également de dire que la forêt, milieu naturel des paysans de Mondongo, lui impose certaines méthodes culturales et limite les superficies à cultiver et que les impératifs du développement agricole n'y sont pas encore réunis.

On peut donc arriver à adapter ces facteurs au développement et à réunir ces impératifs par une organisation de l'encadrement des paysans, qui doit faire appel aux administratifs, commerçants, agronomes, etc... car le développement agricole de tout milieu rural doit être l'œuvre de tous.

Remerciements

L'auteur remercie sincèrement Mademoiselle Valérie de l'Institut Révérend Pasteur Koli d'Upoto pour l'avoir aidé à traduire le résumé et le titre en anglais.

Références bibliographiques

1. Agel & Cie, 1981. Méthodologie de la planification : guide des enquêtes statistiques pour le suivi des opérations de développement rural. Sedes. France, 41-76.
2. Anonyme, 1975. Archives du service de l'agriculture. Zone de Lisala, inédit, 1-5.
3. Anonyme, 1976. Note sur la politique de développement rural, Kin, Zaïre, 17-21
4. Anonyme, 1977. Nouvelles structures de production agricole. Bulletin de liaison, mars, Kin, 11, 1-44.
5. Anonyme, 1979. Archives du service de l'agriculture. Zone de Lisala, inédit, 1-3.
6. Degand, J., 1977. Notes de cours d'économie rurale appliquée aux pays en voie de développement, inédit, F.S.A.-Louvain, Belgique, 3-14.
7. Kabeya, M., 1980. Monographie agricole de la Zone de Lisala. Travail de fin d'études, I.S.E.A.-Mondongo, 38-40.
8. Katenga, M., 1978. Contribution à l'étude du problème de la relance des paysannats au Zaïre, cas du paysannat Turumbu. Mémoire. I.F.A.-Yangambi, 1-25.
9. Kilumba, N., 1975. Détermination des revenus, recettes et dépenses chez les planteurs de riz dans la localité Yalibua. Mémoire. I.F.A.-Yangambi, 1-20.
10. Paloma, sd. Introduction méthodologique à l'enquête conscientisante, INODEP, Paris, 28-37.
11. Vandenput, R., 1981. Les principales cultures en Afrique centrale, R.V. Editeurs, Bruxelles, 229-335.
12. Verhaegen, G., 1976. Notes de cours de planification et évaluation des projets. Inédit. I.F.A.-Yangambi, 46-48.